

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2024-08-19-00002

arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à  
la société SELMER  
la réalisation d'une nouvelle étude de bruit pour  
son installation  
située à Mantes-la-Ville (78711) 45 rue Maurice  
Berteaux

**ARRÊTÉ**  
**préfectoral complémentaire prescrivant à la société SELMER**  
**la réalisation d'une nouvelle étude de bruit pour son installation**  
**située à Mantes-la-Ville (78711) 45 rue Maurice Berteaux**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement et notamment l'article L.512-7-5 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté de prescriptions complémentaires n°10-354/DRE délivré à la société SELMER le 07/12/2010 pour son installation située au 45 rue Maurice Berteaux à Mantes-la-Ville ;

**VU** l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0385 du 27 mai 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines

**VU** la plainte déposée, par courriers électroniques du 4 et 16 janvier 2024, à l'encontre de la société en raison de nuisances sonores et vibratoires ;

**VU** l'accusé de réception de la plainte établi le 19 janvier 2024 ;

**VU** le rapport faisant suite à l'inspection du 18 avril 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection du 6 juin 2024 concernant l'avancement du traitement de la plainte ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant par courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2024, notifié le 5 juillet suivant ;

**VU** le courriel adressé le 1<sup>er</sup> juillet 2024 à l'exploitant et à l'inspection par lequel le plaignant précise les raisons pour lesquelles un seul point de mesure au sein de sa propriété ne serait pas suffisant pour caractériser les nuisances subies ;

**CONSIDÉRANT** que les activités exercées sur le site de la société SELMER sont susceptibles d'être à l'origine de nuisances ;

**CONSIDÉRANT** les modalités de fonctionnement de l'atelier de chaudronnerie, telles que précisées par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort de la visite d'inspection du 18 avril 2024 que :

- plusieurs sources de bruit ont été identifiées : activités au sein de l'atelier chaudronnerie et aspiration associée ;
- les activités au sein de cet atelier sont exercées du lundi au vendredi, de 5H à 20H, avec un fonctionnement réduit entre 5h et 7h30 puis entre 17h30 et 20h ;
- d'autres activités sur le site sont exercées à un rythme différent, y compris le samedi, mais sont situées au plus loin de l'habitation du plaignant ;
- la dernière étude de bruits réalisée le 27 octobre 2023 conclut au respect des valeurs limites des niveaux de bruit et d'émergence définies par l'arrêté du 27 janvier 1997. Néanmoins, la représentativité de ces mesures est mise en doute par l'inspection, tant par le nombre de point de mesure que par le choix et la durée des intervalles d'observations. De plus, cette campagne n'a pas intégré l'évaluation des vibrations susceptibles d'être engendrées par les activités, qui font cependant partie des nuisances reportées par le plaignant.

**CONSIDÉRANT** qu'il convient donc de procéder à une nouvelle étude de bruit ;

**CONSIDÉRANT** que le plaignant a indiqué que certaines nuisances n'étaient ressenties qu'à l'intérieur de son habitation ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas transmis d'observation, dans le délai imparti, sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui est parvenu le 5 juillet 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions du présent arrêté permettent de contribuer à la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

## **ARTICLE 1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

La société SELMER, dont le siège social est situé 59 rue Marcadet à Paris (75018), ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à continuer d'exploiter son installation située au 45 rue Maurice Berteaux à Mantes la Ville (78711).

Elle tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté.

## **ARTICLE 2. RÉALISATION D'UNE CAMPAGNE DES NIVEAUX SONORES ET DES ÉMISSIONS DE VIBRATIONS MÉCANIQUES**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié.

Les coordonnées de l'organisme qualifié choisi pour la réalisation des mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées dans les 3 jours suivant le choix de celui-ci.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et selon la norme NFS 31-010 relative à la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation en :

- intégrant une évaluation des niveaux vibratoires (cf article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 07/12/2010) ;
- procédant à des mesures en période diurne et nocturne, le choix et la durée des intervalles d'observation devront être justifiés ;
- intégrant plusieurs points de mesure à des emplacements pertinents, notamment :
  - au niveau du 41 rue Maurice Berteaux ;
  - au niveau des 2 accès rue Maurice Berteaux et rue Jules Ferry afin de pouvoir évaluer l'impact des compresseurs et de l'aspiration des soudures ;
  - au niveau de la maison du plaignant en positionnant le capteur sur le toit de l'installation ;
  - au sein même de l'habitation du plaignant, après son accord formel.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec, en cas de dépassement, les commentaires et propositions d'amélioration.

## **ARTICLE 3. PLAGES DE FONCTIONNEMENT DE L'ATELIER DE CHAUDRONNERIE**

Sous réserve du respect des valeurs limites d'émergence, des niveaux de bruit et des niveaux vibratoires, les activités exercées dans l'atelier de chaudronnerie sont exercées :

- du lundi au vendredi ;
- de 5H à 20H, avec un fonctionnement réduit entre 5h et 7h30 puis entre 17h30 et 20h ;
- le façonnage manuel (martelage) est réalisé entre 7h30 et 17h30 ;
- l'aspiration de l'atelier n'est enclenchée que lorsque les activités exercées au sein de l'atelier le nécessitent. Elle est coupée au plus tard à 20h.

#### **ARTICLE 4 : INFORMATION DES TIERS**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mantes-la-Ville où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Mantes-la-Ville dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois

#### **ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>): :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 6 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Mantes-la-Ville, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 19/08/2024

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice,  
Pour la Directrice et par subdélégation,  
L'adjointe à la chef de l'unité départementale,



Marielle MUGUERRA